

**MÉTHODOLOGIE**

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	X

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains de populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'évaluation rapide multisectorielle (ERM). Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée par le biais d'entretiens téléphoniques du 13 au 14 juin.

**DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT**

	14 417 INDIVIDUS DÉPLACÉS		4 875 HOMMES DÉPLACÉS
	3 356 MÉNAGES DÉPLACÉS		9 533 FEMMES DÉPLACÉES
	ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS		12 au 14 juin 2022

**DÉTAILS SUR LA ZONE ÉVALUÉE**

PROVINCE	NORD KIVU
TERRITOIRE	RUTSHURU
CHEFFERIE	BWISHA
GROUPEMENTS	BUSANZA, KISIGARI et BUKOMA

**RÉSUMÉ DE L'ALERTE**

Depuis les 12 et 13 juin 2022, les combats entre les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les ex-rebelles présumés du M23 ont repris à Chanzu dans les trois localités de Bigega (situées à 7 km au sud-est de la ville de Bunagana), à Chanzu, Rubona, toutes dans le groupement de Jomba, et dans la localité de Bikenge dans le groupement de Kisigari, toutes situées dans la chefferie de Bwisha, dans le territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu. Deux jours plus tôt, le vendredi 10 juin 2022, des affrontements entre des combattants présumés ex-rebelles du M23 et les FARDC ont également eu lieu, au cours desquels des infrastructures et des civils ont été touchés. Ces affrontements en cours ont provoqué le déplacement d'environ 18 000 personnes de Bunagana vers l'Ouganda, composées d'anciens déplacés internes et de retournés, ainsi qu'un nouveau déplacement interne de 9 771 personnes dans la chefferie de Bwisha, dans le territoire de Rutshuru. Près de la moitié des déplacés ont trouvé refuge dans 19 centres collectifs, tandis que l'autre moitié (la majorité) est hébergée dans des familles d'accueil dans les groupes de Kisigari et Bukoma, dans la chefferie de Bwisha, dans le territoire de Rutshuru.

**DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT DANS LES FAMILLES D'ACCUEILS**

ZONES ÉVALUÉES/ FA	MÉNAGES	INDIVIDUS	FEMMES	HOMMES	< 5 ANS
KIWANDJA	135	543	353	190	72
RUBARE	20	95	61	34	28
KALENGERA	160	674	486	188	66
BUVUNGA	30	111	76	35	23
BIRUMA	21	105	68	37	16
RUMANGABO	201	821	581	240	121
RUTSHURU CENTRE	328	1412	918	494	127
BUGOMBA	29	139	98	41	33
BUDJUKU	21	103	75	28	17
KARAMBI	76	309	201	108	49
BUSHENGE	41	207	135	72	51
MUSEZERO	97	485	315	170	72
KINONI	105	425	276	149	101
RUBAVU	63	259	168	91	21
KABINDI	278	1128	733	395	122
KABINGO	102	527	342	185	56
RUNYANGULA	101	419	273	146	78
<b>TOTAL</b>	<b>1808</b>	<b>7762</b>	<b>5159</b>	<b>2603</b>	<b>1053</b>

**PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES**

1 	2 	3 	4 	5 
NOURRITURE	ABRIS	AMÉ	EHA	SANTÉ

**OBSERVATIONS & ANALYSES**

De nouvelles attaques par des combattants présumés ex-M23 contre des positions des FARDC ont repris à Bikenge dans le groupement de Kisigari, dans la ville de Bunagana, à Cheya, et à Kikoro dans les groupements de Jomba dans le territoire de Rutshuru. Selon les informateurs clés, ces affrontements ont eu un impact significatif, affectant environ 21 345 personnes représentant 5 678 ménages résidant dans ces zones. Parmi ces personnes se trouvent des retournés qui se sont réinstallés dans leurs lieux d'origine suite à des déplacements antérieurs. En raison de ce choc, toutes les activités socio-économiques et transfrontalières à Bunagana ont été paralysées. Il a été rapporté qu'environ 46 pour cent (soit 6 665) des personnes déplacées avaient trouvé refuge dans 19 centres collectifs répartis en trois groupes, dont Busanza (12), Kisigari (5) et Bukoma (2). Compte tenu de la crise persistante, des vagues d'affrontements et des opérations des FARDC en réponse aux attaques des ex-rebelles présumés du M23, les déplacements se poursuivent. Les personnes déplacées sont moins susceptibles de retourner à leur résidence habituelle. Environ 80 pour cent des ménages déplacés ont indiqué qu'ils ne prévoient plus de retourner dans leur village d'origine malgré le manque d'abris, d'aide humanitaire, d'opportunités socio-économiques et d'accès limité aux services sociaux de base dans les zones d'arrivée ou d'accueil. Les 20 pour cent de ménages restants restent indécis dans l'attente de l'évolution de la situation.

Les ménages qui ont fui précipitamment les zones affectées ou à risque n'ont pas emporté leurs biens avec eux et se sont appuyés sur la capacité d'accueil de la communauté d'accueil qui avait déjà hébergé les anciennes vagues de PDLs qui y sont restées jusqu'à ce jour. Les anciens ménages de déplacés vivant dans les centres collectifs de l'école primaire de Kinoni font payer aux nouveaux déplacés 3 000 francs congolais par personne pour rester dans les salles de classe. Cette contrainte conduit les personnes vivant dans les centres collectifs à dormir à la belle étoile et/ou dans des abris de fortune.

Les principales activités de subsistance dans les zones évaluées sont l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. Comme les champs sont souvent occupés et pillés par les forces rebelles, la disponibilité de la nourriture et des biens sur le marché a diminué et les prix ont augmenté. Par conséquent, l'accès à la nourriture et la capacité des ménages à répondre à leurs besoins immédiats sont limités.

L'eau n'est pas facilement accessible aux communautés d'accueil et est insuffisante pour desservir les populations déplacées, notamment celles des centres collectifs. L'afflux de nouvelles vagues de personnes déplacées risque donc d'aggraver la situation sanitaire et d'exacerber la précarité déjà présente dans certaines zones du territoire de Rutshuru, où les anciennes personnes déplacées souffrent également de ce manque d'accès à l'eau potable. Les informateurs clés ont rapporté que 80 pour cent des installations sanitaires ou latrines sont dans un état insalubre, et ne sont ni améliorées ni entretenues. En outre, entre quatre et dix ménages partagent une latrine, la majorité de la population pratiquant la défécation en plein air.

Des incidents sécuritaires majeurs ont été observés, tels que l'incendie de maisons, des prises d'otages et des meurtres, des pillages et des vols systématiques de biens et de bétail à Bunagana. Parmi les victimes, deux enfants âgés de 6 et 7 ans et deux adultes (un homme et une femme) de Gitovu 1 et Kihire 2 ont été tués lors d'affrontements lors de tirs d'obus sur les infrastructures de base et les civils à Biruma. Deux autres personnes ont été blessées au cours de cet événement et ont été emmenées à l'hôpital général de référence de Rumangabo pour y être soignées. Néanmoins, les informateurs clés signalent que l'axe routier Rutshuru-Burayi-Bunagana reste inaccessible. La poursuite de ces affrontements affecte davantage la situation humanitaire et de Protection des civils dans les groupes de Jomba et Kisigari.

